26me Année N° 6236 — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — Vendredi 3 Février 1882

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . . 20 c.
Réclames : » . . . . 30 c.
Faits divers : » . . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus :
A **Roubaix**, aux bureaux du journal.
A **Tourcoing**, rue d'Havré, 25.
A **Lille**, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de la Gare et aux bureaux du *Mémorial*, Grande Place, (entrée par les débris Saint-Etienne).

ROUBAIX, LE 2 FEVRIER 1882

BOURSE DE PARIS (*Service gouvernemental*)	1er FEV.	2 FEV.
3 0/0	82 50 »/»	82 75 »/»
3 0/0 amortissable. . . .	81 50 »/»	82 00 »/»
Amortissable nouveau. . .	00 00 »/»	00 00 »/»
4 1/2 0/0.	110 00 »/»	112 00 »/»
Emprunts 5 0/0.	114 40 »/»	115 00 »/»

Au moment où nous mettons sous presse, les cours de la bourse de Paris ne nous sont pas encore parvenus.

Dépêche communiquée par MM. Noulez, Cannissié et Cie

	31 JAN	1er FEV
3 0/0	81 60	82 50
3 0/0 amortissable . . .	81 40	81 50
3 0/0 amortissable nouveau.	81 40	81 50
5 0/0	114 42	114 35
Banque de France . . .	5200 00	5275 00
Banque d'Escompte. . .	700 00	700 00
» Hypothécaire . .	600 00	620 00
» de Paris . . .	1085 00	1080 00
Foncier Algérien . . .	000 00	000 00
Foncier de France . . .	1510 00	1540 00
Mobilier	610 00	600 00
Générale.	680 00	670 00
Union	500 00	500 00
Suez	1920 00	1970 00
Unitée	515 00	0 0 00
Italien	85 45	85 50
Russe 1877	00 00	00 00
Lauderbank	480 00	470 00
Banque ottomane . . .	695 00	680 00
Chemins espagnols . . .	655 00	645 00
Chemins autrichiens . . .	620 00	650 00
Lombards	250 00	260 00
Nord d'Espagne.	580 00	580 00
Saragosse	470 00	470 00
Panama	000 00	520 00

Dépêche communiquée par la Succursale du Crédit Général Français, 4 rue Nain.

Cours de clôture	*Comptant* 1r FEV.	2 FEV.
3 0/0	00 00	00 00
3 0/0 amortissable . . .	00 00	00 00
3 0/0 amortissable nouveau.	00 00	00 00
3 1/2 0/0	00 00	00 00
4 0/0	00 00	00 00
Banque de France . . .	5300 00	5600 00
Foncier	1575 00	1560 00
Credit Général Français . .	720 00	720 00
Cie Fon. de France et d'Algérie.	510 00	507 00
Mobilier Espagnol . . .	685 00	692 00
Banque Ottomane . . .	690 00	700 00
Est	760 00	765 00
Midi	1210 00	1240 00
Lyon	1620 00	1665 00
Nord	2040 00	2090 00
Orléans	1300 00	1350 00
Ouest.	810 00	810 00
Gaz Parisien.	1525 00	1560 00
Cie Générale Transatlantique	545 00	535 00
Suez	1975 00	2000 00
Omnibus.	1700 00	1680 00
Panama	515 00	530 00
Florida or 4 0/0	80 00	79 50
Hong rois 6 0/0	97 00	98 00
Egypte 6 0/0	320 00	315 00
Italien 5 0/0	86 00	86 40
5 0/0 Russe 77	88 30	00 00
Turc	11 00	11 20

DÉPÊCHES COMMERCIALES

Dépêches de MM. Busch et Cie, du Havre, représentés à Roubaix, par M. Bulteau-Grymonprez :

Havre, 2 février.

Ventes 250 b. Marché ferme.

Liverpool, 2 février.

Ventes 8,000 b. Marché soutenu.

New-York, 2 février.

New-York, 12 *mpo.*
Recettes 13,000 b.
New-Orléans low middling 85 *mpo.*
Savannah » » 82 *mpo*

Bulletin du Jour

C'est décidé : le ministère sera interpellé, et il le sera sur le passage de la déclaration qui ajourne la révision. Mais il sera interpellé sans l'être. C'est-à-dire que l'interpellateur, M. Granet, ne sera pas soutenu. La gauche radicale a résolu, en effet, de laisser tranquille le ministère, et l'extrême gauche, dont fait partie M. Granet, a décidé que si M. Granet voulait interpeller, il le ferait à ses risques et périls. Qu'adviendra-t-il, si ce député à principes s'obstine à demander raison au cabinet, de son refus de nous jeter dans cette inutile question de la révision ? Il n'est pas douteux que la majorité ne donne gain de cause au cabinet, ce n'est pas, en effet, au lendemain d'une crise ministérielle que l'on s'expose de gaîté de cœur à retomber dans une autre crise. Et cette fois, qui succéderait à M. de Freycinet ? C'est là ce qui fait sa force et celle de ses collègues ; aussi ne serions-nous pas surpris si, au dernier moment, il ne se trouvait plus d'interpellateur !

Le *Daily Telegraph* annonce qu'en considérations des réductions de droits sur les vins français importés en Angleterre, le gouvernement français diminuera les droits d'entrée sur les cotons et les laines, de manière à rendre possible la conclusion du traité de commerce. On aurait ainsi une solution définitive avant le 31 mars.

Sir Charles Dilke a prononcé avant-hier soir un important discours devant les électeurs du quartier de Chelsea, à Londres. « Lord Granville, a-t-il dit, a pris une attitude de réserve et d'observation, et ne veut pas se laisser entraîner dans un conflit avec la France au sujet de l'influence de cette dernière en Tunisie, pourvu toutefois que les Anglais ne perdent rien de leurs droits dans la Régence.

« La pression qu'exerce l'Angleterre sur la Turquie pour l'adoption des réformes prouve l'amitié de l'Angleterre pour ce pays, car de la mauvaise administration des affaires résulterait inévitablement la destruction complète de l'empire ottoman. »

Sir Charles Dilke constate que la prospérité matérielle de l'Egypte est extraordinaire. Il ne faut pas s'étonner du mouvement actuel indiquant que le peuple égyptien désire se soustraire désormais au régime de l'arbitraire. L'Angleterre peut encourager ce désir. Il est de notre intérêt que le pays qui est la route naturelle de l'Inde soit gouverné par des institutions bien équilibrées et non par une autocratie.

La position que la France et l'Angleterre occupent en Egypte, leur permet de donner un conseil et d'attendre que le conseil soit adopté, car si le contrôle est la sauvegarde des Egyptiens, il est aussi une garantie pour les puissances occidentales. L'amortissement de la dette s'effectue rapidement, mais, pour le moment, il est nécessaire que la France et l'Angleterre continuent à y coopérer. Sir Charles Dilke espère un résultat satisfaisant au sujet du traité de commerce avec la France, mais il déclare que le gouvernement anglais ne signera jamais un traité ayant un caractère rétrograde.

L'IMPUISSANCE DE L'OPPORTUNISME

Il est pour le moins piquant d'entendre les opportunistes reprocher aux nouveaux ministres le caractère négatif de leur programme et manifester la crainte qu'il ne réponde pas aux exigences de la « démocratie. » Les opportunistes, pendant leur court passage au pouvoir, se sont montrés si capables, si entreprenants, si actifs ; ils laissent derrière eux une œuvre si considérable qu'ils ont apparemment bien le droit d'émettre, au sujet de l'activité et de la capacité de leurs successeurs, de leur empressement à accomplir les réformes chères à la démocratie, quelques appréhensions.

Sérieusement, les opportunistes qui n'ont rien fait, absolument rien fait, pendant leur passage au pouvoir, sont-ils bien fondés à opposer ce qu'ils appellent leur programme positif, au programme négatif du cabinet actuel ? L'opportunisme, insinuant que le nouveau cabinet pourrait bien faire preuve d'impuissance, n'est-ce pas — si l'on veut bien nous permettre cette comparaison — quelque chose comme le grand eunuque donnant à entendre que le sultan pourrait bien ne pas avoir une postérité assez nombreuse ?

Où sont-elles donc en effet ces réformes, filles de l'opportunisme, que le grand ministère a laissées, en tombant, derrière lui ? Par quels faits, par quels actes l'opportunisme a-t-il donc affirmé sa puissance et sa vitalité ? Où sont ses œuvres ? Il est trop facile de répondre que si on lui avait concédé la réforme préalable, dont il faisait la condition de toutes les autres, il aurait laissé en se retirant plus d'œuvres utiles et durables qu'aucun des gouvernements qui l'ont précédé. Mais ce n'est là qu'une défaite, nous dirions presque une gasconnade sans portée auprès des gens sérieux. L'opportunisme n'a rien créé et le personnel dont il disposait disparaît de la scène en laissant la réputation d'impuissance la mieux constatée et la plus solidement établie dont on ait jamais ouï parler.

Avant que ce personnel infatué arrivât aux affaires, la situation de notre pays pouvait être considérée comme relativement satisfaisante. Sans doute il n'avait pas encore repris au dehors la grande situation qu'il a occupée en Europe pendant les trois premiers quarts de ce siècle et dont les revers de 1870 l'ont précipité. Toutefois, la conduite si prudente et si sage, imprimée à ses affaires extérieures par les conservateurs, aussi longtemps qu'ils les ont dirigées, lui avait promptement rendu la sécurité avec la dignité.

On l'a bien vu en 1875 où le mauvais vouloir de l'Allemagne fut paralysé par l'effet même des sympathies qu'une diplomatie profondément habile et patriote avait su nous concilier. En même temps notre puissance militaire se réorganisait sur le plan tracé par l'Assemblée nationale, et chaque année permettait de constater, dans l'ensemble des différents services et des différentes armes, des progrès nouveaux. Nous ne parlerons pas de notre puissance industrielle et financière, dont les développements surprenaient ceux-là mêmes qui avaient le mieux augure, après nos revers, de notre énergie et de notre vitalité.

C'est dans cette situation que l'Europe avait trouvé la France, en 1878, lors de l'Exposition universelle. Cette situation se maintint, sans changement appréciable, jusqu'au moment où le personnel opportuniste commença à pénétrer, par voie d'infiltration, dans l'administration et dans le gouvernement. L'influence alors toute-puissante de M. Gambetta favorisait cette infiltration. C'est là l'histoire d'hier, et il semble déjà cependant que l'on n'y puisse plus croire. On a peine à se figurer aujourd'hui que M. Gambetta ait été assez puissant pour obliger un président du conseil, alors aveuglément soumis à son influence, à accepter ses conceptions téméraires en matière de politique extérieure : assez puissant pour imposer au successeur de ce président du conseil, — renversé parce qu'il avait cessé d'obéir, — trois hommes à lui, trois serviteurs, pour collègues ; assez puissant, enfin, pour mettre à la tête de l'armée le militaire néfaste qui l'a désorganisée.

Tels sont les exploits par lesquels le personnel opportuniste s'est signalé. Impuissant pour créer, il s'est montré en revanche tout-puissant pour détruire. Après avoir jeté le désordre partout, dans l'administration, dans la magistrature aussi bien que dans l'armée, par voie d'influence indirecte, l'opportunisme a achevé son œuvre en mettant enfin la main sur le gouvernement. C'est ici que ceux qui n'ont jamais cru à son génie, l'attendaient. Depuis des années, en effet, nous n'avons cessé de réclamer l'arrivée de l'opportunisme aux affaires. Nous étions convaincus qu'il ne résisterait pas à l'épreuve du pouvoir et que la première difficulté, le premier obstacle verrait tomber ces présomptueux comme des capucins de carte. Nos prévisions ont été justifiées à la lettre par l'événement. Quelle combinaison ministérielle a jamais présenté une collection d'incapacités égale à celle qui réunissait, comme dans un bouquet, le prestigieux Paul Bert à l'inénarrable Allain-Targé et au stupéfiant Gougeard ?

Les ministres actuels peuvent vraiment braver la comparaison avec leurs prédécesseurs : et si peu qu'ils fassent, si mince ou si chétive que soit leur œuvre, elle n'aura pas de peine à dépasser en importance celle du grand ministère.

L'Insurrection dalmate

Quand on songe aux conséquences de la participation du gouvernement français au congrès de Berlin, il est impossible d'envisager sans inquiétude les symptômes qui autorisent à douter du caractère définitif de la solution que l'Europe a substitués au traité de San-Stefano. A ce point de vue, l'insurrection, dont le sud de la Dalmatie et l'Herzégovine sont actuellement le théâtre, méritent une attention particulière.

S'il ne s'agissait que d'un soulèvement local, pareil à celui de 1869, le gouvernement autrichien en viendrait à bout, soit par un compromis, soit par l'application rigoureuse de la loi martiale dans le district des Bouches-du-Cattaro. Mais il est facile de constater que l'insurrection commencée en Crivoscie a maintenant gagné les provinces récemment annexées à l'Autriche, et qu'elle est alimentée par des volontaires serbes et monténégrins qui viennent chaque jour grossir les rangs des montagnards indigènes.

Le fait est que l'introduction du service obligatoire dans le district des Bouches-du-Cattaro n'a été que la cause occasionnelle de l'insurrection. Le soulèvement des Bosniaques et des Herzégoviniens n'est pas dirigé contre une loi spéciale, mais contre la domination autrichienne elle-même.

Les Musulmans ne peuvent oublier le rôle qu'ils jouaient dans le pays, sous le régime turc ; les chrétiens sont désappointés, parce que le gouvernement autrichien affirme, du moins théoriquement, le principe de l'égalité des religions et des races. A Serajevo, le commerce est ruiné, depuis qu'on lui a fermé son ancien débouché en Turquie et surtout en Albanie.

Dans ces circontances, les agitateurs panslavistes ont beau jeu. Leur intervention, de plus en plus visible, constitue pour l'Autriche un danger à peine moins grand que jadis celui des comités russes qui, en 1876, prirent en main la cause des Slaves du Sud contre la Turquie.

Pour le moment le cabinet de Vienne paraît vouloir se contenter des assurances de neutralité que lui donnent les gouvernements serbe et monténégrins. Le comte Kalnoky et M. Tisza sont d'accord pour déclarer que jusqu'ici l'attitude des gouvernements de Belgrade et de Cettigne a été très correcte et qu'il n'y a pas lieu de douter de leur bonne foi.

On comprend sans peine que le cabinet de Vienne se refuse le plus longtemps possible à prendre au sérieux les dénonciations de la presse autrichienne, laquelle attribue aux menées panslavistes l'extension que l'insurrection a prise depuis une quinzaine de jours.

S'il était démontré que les principautés voisines favorisent l'insurrection ou seulement que les princes de Serbie et de Monténégro, sont incapables d'empêcher des bandes de volontaires de passer la frontière pour se joindre aux insurgés, il faudrait procéder à l'occupation de la Serbie et du Monténégro, ce qui serait une grosse affaire.

En tout état de cause, on peut dire que la paix de l'Europe dépend de la localisation de la nouvelle insurrection herzégovinienne. Une pression matérielle exercée par l'Autriche sur les principautés balkaniques remettrait en question tous les résultats de la dernière guerre d'Orient. Il y a là un danger, éloigné, si l'on veut, mais très réel, car il n'est nullement démontré que la France puisse se désintéresser indéfiniment des problèmes qui surgiraient dans la région du Danube.

Avec un ministère comme celui que nous devons à la coalition bourgeoise dont l'Elysée est le centre, toute question européenne peut fournir aux futurs Waddington une nouvelle occasion de compromettre les intérêts de la France, dans le vain espoir de se relever aux yeux de l'Europe par des succès semblables à ceux qui nous ont déjà coûté si cher en Tunisie.

LETTRE DE PARIS

Paris, le 1er février 1882.

Les murmures qui ont accueilli hier, à la Chambre, le passage de la déclaration relatif à l'ajournement de la révision, prouvent surabondamment que le nouveau ministère aura à conquérir la majorité. Les interpellations annoncées de MM. Madier de Montjau et Lockroy qui doivent précisément porter sur les motifs de cet ajournement, fourniront-elles à MM. de Freycinet et Ferry l'occasion d'obtenir un vote de confiance, ou bien obligeront-elles le gouvernement à porter sans retard la révision telle qu'elle ressort du vote du 26 janvier, devant le Sénat, auquel, en cas de rejet, reviendra toute la responsabilité aux yeux du pays ? Ces deux questions préoccupent aujourd'hui nos politiciens. Tout le monde reconnaît, d'ailleurs, que tant qu'elles ne seront pas tranchées, le gouvernement serait sans force, et que comme il a de grandes chances de l'emporter, il doit remercier MM. Madier de Montjau et Lockroy de leur initiative.

Ceux ci, de leur coté, rendent service aux révisionistes de l'extrême gauche et de la gauche en provoquant un débat dont l'issue, quelle qu'elle soit, prouvera aux électeurs qu'ils sont restés jusqu'au bout fidèles à leur mandat. On leur reproche de n'avoir insisté, comme ils l'ont fait dans le sens de la révision intégrale, que pour le but unique de renverser le chef de l'opportunisme et d'avoir ainsi fait faire un pas en arrière à la république, puisque les successeurs de M. Gambetta sont moins avancés que lui. Ce reproche, ils entendent le repousser, d'abord en démontrant leur sincérité par la persistance de leur action révisionniste, ensuite en essayant *hic et nunc* de renverser le cabinet actuel avant qu'il n'ait eu le temps de faire regretter M. Gambetta et de préparer son retour.

Qu'on ne leur objecte pas qu'ils n'ont personne pour remplacer MM. de Freycinet, Jules Ferry, Léon Say et leurs autres collègues, ils vous répondront qu'ils ont un cabinet tout prêt, laissant entendre, avec des airs mystérieux, que M. Brisson en prendrait la présidence et que MM. Floquet, Labuze, Goisset n'hésiteraient pas à en faire partie.

Toutes ces sornettes ont fait naturellement les frais de la réunion tenue cette après-midi par la gauche radicale. Mais si la majorité s'y est prononcée contre l'opportunité d'une interpellation, il ne faut pas croire que cette interpellation ne trouvera pas quelque irrégulier pour en prendre la responsabilité. Le cabinet a donc encore de grandes chances d'obtenir un vote de confiance provoqué par ses adversaires.

De toutes les feuilles républicaines, ce sont les opportunistes qui se montrent les plus sévères à l'égard de la déclaration ministérielle, sans doute par application du proverbe : « Qui aime bien châtie bien. » La *République française* reproche à la déclaration son caractère purement négatif, les lieux communs dont elle est remplie et la contradiction qui existe dans sa double déclaration : que le gouvernement entend poursuivre l'exécution des grands travaux commencés, mais qu'il renonce à tous les moyens connus de se procurer de l'argent pour les exécuter. Il lui paraît, en outre, que le gouvernement, en réclamant le concours le plus large de l'industrie privée, semble vouloir laisser le champ libre à la puissance et au crédit des grandes compagnies, ce qui ne peut que causer des appréhensions au public.

Convenez qu'on ne saurait commenter d'une façon plus malveillante le programme ministériel. On prétend que ces critiques n'auraient pas eu lieu ou qu'elles auraient revêtu une forme plus adoucie si M. de Freycinet avait su glisser dans le document dont il a donné lecture à la Chambre un mot aimable pour ses prédécesseurs, mais que, ne l'ayant pas fait, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même si on lui a rendu la monnaie de sa pièce.

Après le journal de la rue de la Chaussée-d'Antin, c'est le *Voltaire* qui emboîte le pas. Pour lui, la déclaration semble un revenez-y d'avant le ministère Ferry, elle a un vague parfum de politique stationnaire.

L'*Union républicaine* est plus en colère que jamais. Elle multiplie les apostrophes, et celle-ci ne sera peut-être pas tout à fait du goût de certains radicaux, que les amis de M. Gambetta rendent surtout responsables de sa chute ;

« Eh bien ! La Chambre est-elle satisfaite ? L'a-t-on suffisamment emmiellée de réformes ? A-t-elle, cette fois, des ministres à son goût ? Peut-elle se reposer tranquille, et MM. les députés vont-ils assez pacifiquement dormir les pieds sur les chenets de leur arrondissement ?

» Dormir ! dormir ! Rien n'est bon comme de dormir ! Rien ne troublera votre bien-être, messieurs. Allez, extrême gauche farouche, allez, messieurs les mécontents d'hier, allez raconter à vos électeurs qu'on vous a servi les mêmes lentilles sur le même plat qu'on vous avait servi il y a quatre ans, et que vous ne mangeâtes point ; allez raconter à vos électeurs que le nouveau ministère vous a traités comme une Chambre croupionne. »

REVUE DE LA PRESSE

Le nouveau programme

JOURNAUX DU SOIR

Voici d'autre part, l'opinion des principaux journaux du soir, des différentes nuances :

L'*Univers* s'écrie :

La *République française* commence ses attaques contre le cabinet Freycinet en attaquant la déclaration que celui-ci a apportée aux Chambres. Elle dit fort justement que le caractère essentiel de cette déclaration est de n'en avoir pas. « Le programme du nouveau cabinet est un programme négatif. M. de Freycinet et ses collègues se déclarent pleins de déférence pour l'autorité des Chambres, et ils commencent par ajourner une résolution capitale votée par la majorité parlementaire, celle de procéder à la révision de la Constitution. Ils s'annoncent comme devant poursuivre l'exécution des grands travaux publics conçus par M. de Freycinet lors de son premier ministère, et ils renoncent à tous les moyens connus de se procurer de l'argent pour les exécuter, conversion de la rente, rachat des chemins de fer et emprunt.

Ces deux chefs principaux de critique indiquent le genre d'opposition que M. Gambetta va faire au nouveau ministère.

La *Patrie*, plus modérée, se borne à dire :

Telle qu'elle est, la déclaration d'hier est la répudiation du système et des procédés de gouvernement de M. Gambetta — système et procédés qui se réduisaient précisément à l'absence de tout système de défense et à l'oubli ou au dédain de tous procédés. C'est une œuvre de réaction. Cela nous suffit pour l'approuver.

Il est probable, que, pour la même raison, les républicains l'improuveront. Mais c'est là leur affaire. La nôtre est aujourd'hui de constater les faits et non de prophétiser sur leurs conséquences. L'avenir viendra de lui-même et — peut-être, viendra-t-il trop tôt.

L'important est fait. On a cherché à parer aux périls du présent en constituant un cabinet qui aspire à s'occuper fort peu de politique et beaucoup d'affaires.

Le *Pays*, prophète à sa façon, indique d'avance l'allure que va prendre M. Gambetta :

Ameuter le pays contre la Chambre et contre le ministère, c'est évidemment la tâche que s'est donnée Gambetta. Dans les commencements, il fera le mort. On dit même qu'il va partir en voyage pour n'être pas accusé de fomenter directement toutes ces intrigues ; mais pendant ce temps ses amis, recevant ses mots d'ordre, vont se remuer ; ils vont faire de l'agitation dans le pays, à la fois sur la question de la révision et sur celle du scrutin de liste, et au bon moment Gambetta reviendra et s'efforcera au grand jour d'atteindre son double but : la dissolution de la Chambre actuelle et le rétablissement du scrutin de liste.

Le *Français*, suivant son habitude, se tient sur la réserve :

A tout prendre, cependant, le ministère du 30 janvier justifie jusqu'ici, par sa composition et par son langage, la confiance des républicains modérés, le dépit des opportunistes et la défiance des radicaux. Le gouvernement de la République, depuis la chute de M. Gambetta, opère un mouvement de retraite ; de l'Union républicaine, où il avait son point d'appui, il s'est replié sur la gauche et sur le centre gauche. En tout cas, c'est la position que le nouveau ministère semble incliner à prendre et que, pour le bien du régime actuel comme dans l'intérêt de sa durée, il devrait occuper.

La *Liberté*, toujours optimiste, veut croire à ce ministère comme elle a cru aux précédents :

On accueillera certainement avec faveur un ministère qui comprend ce vœu général et veut y donner satisfaction.

Nous ne doutons pas qu'il y ait au Parlement une majorité de bons esprits et de bons citoyens pour seconder loyalement cette politique de sagesse.

FEUILLETON DU 3 FÉVRIER

— 12 —

ELIANE

PAR A. CRAVEN

V

(SUITE)

— Mais oui, pourquoi pas ?... Cela n'aurait rien d'extraordinaire, il me semble. Assurément elle est faite elle-même pour inspirer un sentiment passionné.

— Assurément.

— Et vous n'ignorez pas que rien n'est plus contagieux que cela.

— Vous croyez, Armand ?

— Mais vous le savez mieux que moi, j'imagine.

— Je le savais, dit Raynald d'un ton rêveur... oui, j'ai peut-être cru cela dans ma vie... mais aujourd'hui il me semble que je n'en suis plus sûr du tout.

Malseigne, tout en se laissant aller à penser tout haut, avait été jusqu'à ce moment passablement distrait, mais quelque chose dans l'accent de son ami réveilla tout à coup la perspicacité qui alternait chez lui avec lui la distraction. Sa pensée errait en effet souvent, un peu comme un cheval qu'on laisse aller à l'aventure, mais dont on ressaisit les rênes avec promptitude et décisiondès qu'il faut le diriger vers un but déterminé.

— Vous n'en savez plus rien, répéta-t-il lentement en regardant Raynald en face..., puis se frappant le front : Ah ! mon Dieu ! s'écria-t-il, il faut que je sois aveugle, imbécile ou fou ! Voilà que vous aimez votre cousine maintenant ! Quel malheur ! il jeta son cigare, se leva et se mit à marcher dans la chambre avec agitation.

Raynald se leva aussi, sa figure prit l'expression que lui donnait tout ce qui ressemblait à une réprimande ou à un conseil. Il croisa les bras et dit d'un air froid :

— Et pourquoi ne l'aimerais-je pas ?

— Pourquoi ? Mais parce qu'il ne faut pas que vous aimiez Eliane, puisque vous ne pouvez pas l'épouser.

Voulez-vous bien me dire ce qui pourrait m'en empêcher, si Eliane elle-même y consentait ?

M. de Malseigne interrompit sa promenade, et s'arrêtant en face de son ami, il répondit :

— Parce que, jamais, jamais, entendez-vous, votre mère ne consentirait à ce mariage.

Une légère pâleur passa sur le front de Raynald, émotion ou colère, ses lèvres tremblaient, et il répliqua :

— Je croyais vous avoir mille fois dit, Armand, qu'il y a un point sur lequel j'étais décidé à demeurer maître de mes actions. Si ma mère croit pouvoir dicter un choix et me désigner celle que je dois aimer, pour la première et la seule fois de ma vie, je résisterai à sa volonté.

— En cela, vous ferez bien.

Raynald eut l'air surpris.

— Eh bien, alors ?

— Oui, vous ferez bien de ne point vous laisser imposer par sa volonté de trop lourds devoirs, mais vous feriez mal de lui imposer un trop lourd chagrin par la vôtre.

— A cet égard, le vous le répète, je suis le maître et je veux le demeurer.

M. de Malseigne ne voulait en ce moment ni contredire ni approuver Raynald, il savait que l'un eût été inutile, l'autre dangereux ; il recommença à se promener dans la chambre et ne lui répondit pas. Il se regardait comme un vieux garçon, bien qu'il n'eût au fait que trente-cinq ans, mais il n'avait rien de l'égoïsme que l'on prête à ceux qui vieillissent ainsi solitairement.

Ses affections étaient fortes, profondes fidèles, et bien loin d'occuper les autres de ce qui le regardait, il avait à parler de lui-même une si insurmontable répugnance, que ses amis les plus intimes ignoraient presque tous les incidents de sa vie. Ce qu'ils savaient seulement, c'était qu'il était capable d'un dévouement à toute épreuve que, sur presque toutes choses, il était de bon conseil, et que pour plaindre ou pour consoler les peines d'autrui il avait une intelligence presque féminine et une sorte d'expérience qui, à défaut d'autre révélation, indiquait qu'il avait souffert. Fils d'un ami intime du père de Raynald, il avait toujours vécu dans la plus étroite intimité avec la famille de celui-ci. Assez âgé et surtout d'un esprit assez sage pour être initié à la plupart des préoccupations de la marquise, assez jeune pour être l'ami de ses enfants, il éprouvait pour la première un sentiment qui ressemblait au respect filial, et pour les derniers une affection qui ressemblait à la tendresse paternelle. Il avait cependant conservé l'air jeune, et le temps et la souffrance qui avaient fait prématurément grisonner ses cheveux n'avait altéré ni la régularité ni la noble expression de ses traits. En ce moment, ils exprimaient à la fois la contrariété, la tristesse et l'inquiétude.

Raynald, qui se fût probablement mis en colère, si l'entretien eût continué comme il avait commencé, redevint calme dès qu'il vit que son ami se taisait, et lorsqu'enfin celui-ci vint se rasseoir dans son fauteuil, un journal à la main, comme s'il ne songeait plus au sujet de leur conversation, ce fut lui-même qui y revint.

Depuis un mois, il est vrai, il se laissait aller au charme le plus puissant de tous, sans qu'aucune réflexion fût venue le troubler. Il ne s'était pas même demandé jusqu'à ce moment si réellement il aimait sa cousine ; il savait seulement que sa beauté le charmait, et que son esprit et son caractère lui inspiraient un intérêt et un attrait jamais éprouvés auparavant. Il reconnaissait qu'elle lui était supérieure, que près d'elle la frivolité de quelques-unes de ses préoccupations faisait place à des sentiments nouveaux qui le rendaient plus heureux... Il avait vécu comme dans un rêve... mais maintenant qu'on le réveillait, pourquoi ce réveil devait-il être une souffrance ? Pourquoi, au contraire, le rêve ne deviendrait-il pas la douce réalité de sa vie ?

Tel est à peu près le résumé des aveux et des questions par lesquelles Raynald répondit enfin avec une expansion soudaine, à celles que son ami ne lui adressait plus.

— Pourquoi ?... répéta celui-ci après l'avoir écouté attentivement.

Mais, je vous l'ai déjà dit, parce que votre mère a sur ce sujet, une opinion arrêtée. Je ne la discute pas avec vous ici, je ne sais si elle est absolument sage et fondée, je sais seulement qu'elle n'en changera pas. Et alors, Raynald, je vous demande si vous allez engager une lutte qui ne saurait être heureuse ni pour vous ni pour celle qui en serait la cause innocente. Supporterait-elle elle-même la pensée d'apporter ainsi le trouble sous ce toit où elle a été recueillie avec tendresse à l'heure où elle était seule au monde.

— Elle avait droit à la place qu'elle est venue occuper tardivement parmi nous, dit Raynald vivement et avec amertume. Ma mère avait envers elle et envers son grand-père de grands torts à réparer, et ce serait en avoir un nouveau et plus cruel que de prétendre la punir des sentiments qu'elle inspire sans le vouloir, et peut-être... peut-être lui imposer le sacrifice de ceux qu'elle éprouve.

Malseigne le regarda.

— Mais ne disiez-vous pas précisément tout à l'heure, quant à ce dernier point, que vous n'en étiez nullement sûr...

— Je n'ai pas précisément dit cela. Mais, en effet, j'ignore totalement ce qu'elle pense de moi.

— Et vous m'affirmez que jamais, jusqu'à ce jour, vous ne lui avez parlé comme vous venez de me parler d'elle ?

— Jamais, je vous le jure... Mais enfin cette harmonie parfaite qui règne entre nous, si elle s'en était aperçue, si le bien qu'elle me fait, elle s'en était rendu compte tout comme moi, et si tout cela avait révélé dans son cœur cette affection réelle et profonde sans laquelle elle ne s'engagera jamais ?...

— Mon pauvre Raynald, s'il en était ainsi, le sacrifice serait affreux, dit M. de Malseigne d'une voix troublée ; et devenant tout d'un coup plus pâle que de coutume, oui, ce serait affreux, et ce n'est pas moi qui aurait le courage de vous le conseiller !

— Pardonnez-moi, Armand, d'avoir réveillé, sans le vouloir, un triste souvenir. Mais, je l'avoue, mon ami, je pensais qu'il me donnait un droit particulier pour compter en ce moment sur votre sympathie.

Malseigne se remettait de l'émotion passagère qu'il venait d'éprouver.

— Ma sympathie ! dit-il avec effort, à coup sûr, vous l'avez tout entière. Mais, Raynald, il ne s'agit pas ici de ma sympathie, il s'agit de votre devoir, je dirais presque de votre honneur. L'un et l'autre vous obligent à ne rien dire à Eliane avant d'avoir obtenu le consentement de votre mère, et, puisqu'il en est temps encore, jurez-moi que vous continuerez à vous taire, et que vous éviterez maintenant tout ce qui, à défaut de paroles, pourrait lui révéler vos sentiments.

— Pourquoi me demandez-vous cette promesse ?

— Je vous la demande, parce que si mes prévisions se réalisent, si un obstacle (qui serait insurmontable) s'élevait entre elle et vous, je pense, Raynald, que vous ne voudriez pas ajouter à la souffrance de votre propre cœur le remords d'avoir troublé le sien ?

Raynald ne répondit pas. Armand poursuivit :

— Jusqu'à ce jour, il est fort possible qu'elle n'ait vu en vous que le frère de Blanche, presque son propre frère à elle-même. Je vous rends cette justice que, pendant toutes ces promenades que nous venons de faire ensemble, jamais vous n'avez semblé chercher à vous rapprocher d'elle d'une façon évidente, et qui pût attirer son attention ou la nôtre. Elle est d'ailleurs trop fière, trop simple, trop peu occupée d'elle-même pour être prompte à deviner ce qu'elle inspire, ou même peut-être à comprendre ce qu'elle éprouve. Je pense donc qu'il est encore temps pour vous d'agir en honnête homme, c'est-à-dire en homme incapable de faire une promesse qu'il sait ne pouvoir tenir.

(A suivre)